

3 juillet 2001 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, "L'Écho de Moscou", le 3 juillet 2001, notamment sur la dette russe, l'extradition de Slobodan Milosévic, et la situation en Tchétchénie et au Proche-Orient.

QUESTION - Je voudrais d'abord vous féliciter : vous êtes devenu Docteur honoris causa de l'Université de Moscou, c'est certainement un événement agréable pour vous ...

LE PRESIDENT - C'est beaucoup plus qu'agréable, c'est émouvant. Et c'est un grand honneur. Je connais cette Université depuis très longtemps et c'est pour moi un grand honneur d'être aujourd'hui Docteur honoris causa de l'Université de Moscou.

QUESTION - Pour passer d'un événement agréable à d'autres événements peut-être plus piquants. Je ne voudrais pas répéter la conférence de presse que vous avez tenue hier avec le Président POUTINE, et je vous poserai donc des questions de nos auditeurs, des questions qui intéressent les auditeurs et non pas les journalistes. Voici une question posée depuis Sébastopol, Samara en particulier : avez-vous discuté avec le Président POUTINE de la conversion de la dette russe en actions d'entreprises russes ?

LE PRESIDENT - Ce n'est pas une demande officielle de la Russie, en tout cas pour le moment, mais c'est une perspective qui peut parfaitement être étudiée. Ce n'est pas seulement une décision de la France, c'est une décision qui doit être prise collectivement par ce que l'on appelle le Club de Paris. Mais si la partie russe le demande, nous sommes tout prêts à l'étudier.

QUESTION - A l'heure actuelle, à la fois en Russie et en Europe, la question du rétablissement de la peine de mort, liée avant tout au terrorisme international, réapparaît. Et nous savons que de nombreux hauts responsables gouvernementaux, le ministre de la justice, ainsi que le grand écrivain SOLJENITSYNE se prononcent en faveur de l'introduction de la peine de mort en Russie. Que pourriez-vous dire à ces gens ? Vos sentiments personnels sur l'utilité ou l'inutilité de la peine de mort ?

LE PRESIDENT - Je voudrais dire d'abord que la mort ne peut jamais être considérée comme une décision de justice. Et, en Europe, aucun Etat n'envisage le retour de la peine de mort. En tous les cas, pour ma part, j'y suis tout à fait hostile.

QUESTION - Un élément important qui a gêné les relations entre la France et la Russie est l'affaire Zakharova, actrice séparée de sa fille. Nous savons qu'il s'agit d'une décision de la justice française mais il y a encore ici un aspect humain avec lequel la loi entre parfois en contradiction : une mère et sa fille. Vous êtes vous-même grand-père, avec un jeune petit-fils. Le président pourrait-il faire quelque chose pour améliorer la situation ? Cette question a-t-elle été soulevée lors de votre rencontre avec le président POUTINE ?

LE PRESIDENT - Oui, cette question a été soulevée. Nous sommes très attentifs à la situation de la petite Macha. Mais la France est un Etat de droit. La justice est saisie. Elle est indépendante. Les droits de Madame ZAKHAROVA sont garantis, y compris le droit de visite de sa fille. Je souhaite que la décision de justice puisse être prise le plus rapidement possible et, naturellement, dans l'intérêt de Macha.

QUESTION - Encore une question qui empoisonnait et continue d'empoisonner les relations franco-russes - les actions de la justice française. Il s'agit de la saisie, pour commencer, du

"Sedov", puis des comptes de l'ambassade de Russie, et voici peu de l'incident au Bourget. Nos auditeurs demandent pourquoi précisément, en France, la justice agit de cette façon, rien de semblable ne se passant dans les autres pays. N'y a-t-il pas là quelque dessein profond des autorités françaises ?

LE PRESIDENT - Non, là, je crois que vous faites une erreur. Le conflit qui existe est un conflit entre une entreprise suisse, SAGA, et la Russie. La France n'est pour rien dans cette affaire. A partir de là, l'entreprise suisse a pris des initiatives. Il se trouve que c'est en France. Mais cela pourrait être aussi bien dans d'autres pays, pour saisir des biens appartenant à la Russie. Nous l'avons déploré. Nous avons fait le maximum pour arranger les choses. C'est ainsi que le "Sedov" a pu quitter Brest. C'est ainsi que nous avons pu éviter des difficultés majeures au Bourget. Nous regrettons profondément cette affaire mais il n'y a aucune mauvaise intention de la France, qui n'est pas partie dans ce conflit.

QUESTION - Vous allez aujourd'hui à Samara. Question de Léonid, de Samara : " Êtes-vous prêt à remporter les élections présidentielles de 2002 ? ". On s'intéresse beaucoup à la question à Samara ...

LE PRESIDENT - Je remercie l'auditeur de Samara de s'intéresser ainsi à la situation politique intérieure de la France et à mon propre destin. Je pourrais vous répondre que je n'évoque jamais les problèmes de politique intérieure quand je suis à l'étranger. Mais, comme votre auditeur m'a posé gentiment la question, je dirai simplement que la question est prématurée et que je dirai mes intentions le moment venu.

QUESTION - J'ai peur qu'on ne vous pose la même question à Samara, Monsieur le Président.

LE PRESIDENT - Je ferai la même réponse ...

QUESTION - Vous exprimant hier devant les étudiants de l'université d'Etat et recensant les valeurs que vous jugez très importantes pour la Russie, vous avez mis en tête la liberté de parole et la liberté de la presse. Dans notre pays, on ne comprend pas très bien pourquoi. Il y a des choses plus importantes : le droit au travail, la stabilité économique, l'indépendance et la souveraineté du pays. Pourquoi la liberté ? Pourquoi la liberté de la personnalité, la liberté de parole, de la presse ?

LE PRESIDENT - La fin du XXe siècle a fait apparaître très clairement que le régime qui était le plus conforme aux hommes et aux femmes de la planète, mais aussi le plus conforme au développement économique et donc au progrès social, c'est la démocratie. Plus personne ne le conteste vraiment. Or il n'y a pas de démocratie possible sans la liberté d'expression, et donc la liberté de la presse. C'est la raison pour laquelle nous sommes très attentifs à tout ce qui pourrait mettre en cause la liberté de la presse et donc contredire ce grand mouvement qui existe dans le monde entier, et notamment en Russie, en direction de la démocratie et de son enracinement.

QUESTION - Votre position sur le transfèrement de MILOSEVIC n'est pas très bien comprise. Nos auditeurs ont suivi avec attention votre conférence de presse hier et m'ont prié de vous poser cette question. Précisez pourquoi le transfèrement de MILOSEVIC constitue la victoire de la démocratie sur la tyrannie et du droit sur la violence, ainsi que vous l'avez dit.

LE PRESIDENT - Le XXe siècle et les siècles précédents ont permis de constater que, hélas, dans certains pays, certains tyrans pouvaient imposer leur volonté au détriment de la vie d'un certain nombre d'hommes et de femmes dans leur pays, ce qui est évidemment inacceptable. Cela a été le cas de MILOSEVIC, qui est responsable de centaines de milliers de morts, souvent dans des conditions épouvantables. Je voyais encore ce matin à la télévision des images de charniers que l'on retrouve un peu partout.

Il était très important, d'abord sur le plan moral, que MILOSEVIC puisse rendre compte devant une juridiction indépendante et internationale de ses crimes.

Et, ensuite, il était très important que l'opinion publique internationale comprenne qu'on ne peut plus faire n'importe quoi au détriment des hommes et des femmes d'un pays. Cela découragera, je l'espère, les ambitions de certains qui pourraient être tentés de refaire la même chose ailleurs.

QUESTION - Pourquoi, à votre avis, le président POUTINE n'a pas accepté cette position qui est la vôtre ? Où se situe la divergence ?

LE PRESIDENT - C'est vrai que nous n'avons exactement le même point de vue et que le Président POUTINE est préoccupé par la stabilité en Serbie et la stabilité, plus généralement, dans les Balkans, les deux étant liées. Et je peux comprendre son point de vue. Mais je ne le partage pas. Je crois que l'avenir de la République fédérale de Yougoslavie se fera sur les valeurs de la démocratie et sur le respect des droits de l'Homme et non pas sur les valeurs du passé.

QUESTION - A la veille de votre visite a été débattue la question de la concordance des positions russe et française concernant les sanctions contre l'Irak. Le Conseil de Sécurité examine aujourd'hui cette question. Avez-vous réussi à convaincre le président POUTINE que les membres permanents du Conseil de Sécurité devaient prendre une position commune? La France votera-t-elle pour la résolution proposée aujourd'hui par les Anglais et les Américains ?

LE PRESIDENT - Nous partageons avec le Président POUTINE une position qui est la nécessité d'alléger, par une plus large ouverture des frontières, les souffrances du peuple irakien qui est la victime involontaire de la tyrannie qu'exerce le pouvoir irakien et des dangers qu'il fait courir à la paix dans cette région. Nous pensons donc qu'il faut aller vers la levée des sanctions. Je comprends parfaitement qu'il y ait des nuances entre la position des occidentaux et celle de la Russie, ne serait-ce qu'en raison des dettes très importantes que l'Irak a à l'égard de la Russie. Ce que j'ai dit au Président POUTINE, c'est que je pensais qu'il ne fallait pas que le Conseil de Sécurité se coupe en deux dans cette affaire et que, si l'on ne pouvait pas atteindre l'objectif d'un texte unique, alors, il valait mieux reporter un peu la décision définitive. Je crois que, finalement, c'est ce qui va se passer.

QUESTION - Oui, il semble que le porte-parole du Département d'Etat ait dit aujourd'hui qu'il valait mieux laisser tout en l'état puisque l'accord n'a pu être obtenu. Vous avez raison, monsieur le Président... Encore une question. Hier, le Premier ministre russe, M. KASSIANOV, a déclaré à Salzbourg que la Russie était presque prête à intégrer l'Union européenne. Vous pensez que nous y sommes prêts ?

LE PRESIDENT - J'ai toujours, depuis longtemps, développé l'idée d'un monde multipolaire qui permettrait un meilleur équilibre des différentes parties du monde et qui permettrait que chacun puisse être respecté, notamment dans son identité et dans ses valeurs. Dans ce contexte, il est certain que l'Union européenne constitue un pôle, comme la Chine, comme les Etats-Unis, comme demain probablement l'Amérique du Sud et comme la Russie. La Russie représente un pôle d'une très grande importance historique, géographique, politique. Et, donc, si les relations avec l'Union européenne doivent être de plus en plus intégrées, je ne crois pas qu'on puisse imaginer que la Russie entre purement et simplement dans l'Union européenne. Je ne pense pas que c'est sa vocation.

QUESTION - En ce qui concerne l'OTAN, l'entrée de la Russie dans l'OTAN

LE PRESIDENT - Cela, c'est un problème tout à fait différent. Il est important que, sur le plan de la défense, les vieux préjugés soient effacés. L'OTAN n'a jamais été une Alliance offensive, c'est une Alliance purement défensive. Cette Alliance doit continuer naturellement, avec l'évolution du monde, et en particulier de la Russie. J'ai été le premier à promouvoir l'idée d'un partenariat Russie-OTAN, qui a été décidé. Ce partenariat doit être sans aucun doute amélioré et c'est ce que nous nous employons à faire.

QUESTION - Nous savons que le président POUTINE et la Russie en général voient d'un très mauvais oeil l'élargissement de l'OTAN aux pays baltes, sur le territoire de l'ex-URSS. Quelle est votre position concernant l'élargissement de l'OTAN vers l'est ?

LE PRESIDENT - Je voudrais dire d'abord qu'il ne faut surtout pas créer une nouvelle fracture sur notre continent. Nous avons beaucoup souffert de la fracture de la guerre froide. Dans toute la mesure où l'OTAN est une Alliance défensive, je ne pense pas qu'elle présente un danger quelconque. Un certain nombre de pays qui n'en font pas aujourd'hui partie, notamment les pays Baltes, souhaitent intégrer l'OTAN. Vous savez, il y a un principe en matière de droit international : c'est que chaque pays doit être libre de ses alliances. Et donc je ne vois pas comment nous pourrions interdire à certains pays d'exercer cette liberté.

QUESTION - Aujourd'hui, un quotidien français écrit que la France avait diplomatiquement tourné la page tchétchène et que la situation en Tchétchénie dans les entretiens avec POUTINE n'avait

la page tchétchène et que la situation en Tchétchénie dans les entretiens avec POUTINE n'avait pratiquement pas été abordée, ou alors formellement. Est-ce vrai, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT - Je crois que c'est là une fausse information. Chaque fois que j'ai rencontré le Président POUTINE, en France quand il est venu en Suède lorsqu'il a rejoint la réunion des chefs d'Etat et de Gouvernement européens, à Saint-Pétersbourg et à Moscou hier et aujourd'hui, j'ai eu l'occasion de parler de la Tchétchénie. D'abord pour avoir son sentiment, pour connaître les raisons de la politique russe en Tchétchénie. Mais je n'ai jamais manqué de lui dire et de lui confirmer que la France, qui a connu des problèmes de cette nature dans le passé, était convaincue qu'il n'y avait pas de solution militaire à ce genre de conflits. Et que les solutions militaires conduisent toujours, inévitablement, même si les gouvernements ne le veulent pas, à des excès condamnables. Et donc, qu'il faut rechercher une solution politique. Et je l'ai redit au Président POUTINE à l'occasion de nos derniers entretiens.

QUESTION - Une question peut-être quelque peu étrange. Vous est-il facile de renoncer au franc pour l'euro, vous personnellement, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT - Non, j'ai le plus grand respect pour le franc, mais nous sommes aujourd'hui dans un système d'économie intégrée en Europe. La diversité des monnaies avait des conséquences négatives graves sur le développement de nos économies et sur nos sociétés. Je prends un exemple, lorsqu'un pays européen avait une difficulté économique, il dévaluait. Cela provoquait des conséquences souvent dramatiques dans les pays voisins, et nous, nous allons avoir une monnaie unique. Et, donc, tous ces inconvénients vont disparaître. C'est un formidable instrument pour faciliter les échanges, à l'intérieur de l'Union mais aussi à l'extérieur et, donc, c'est une grande force pour l'Union européenne. Je me réjouis donc de l'arrivée de l'euro.

QUESTION - Vous vous trouvez à Moscou entre deux visites. L'une était la visite à Paris du président syrien et l'autre sera celle du premier ministre israélien. Avez-vous parlé avec POUTINE de la situation au Proche-Orient, en Israël, en Palestine ? Et voyez-vous une issue quelconque dans un avenir proche ?

LE PRESIDENT - Oui, nous avons très longuement évoqué ce problème avec le Président POUTINE. N'oublions pas que la Russie est co-parrain du processus de paix. Pendant tout un temps, les Etats-Unis ont considéré qu'ils étaient les seuls interlocuteurs, médiateurs, et qu'ils pouvaient conduire à la paix. Aujourd'hui, ils ont compris que le problème est si complexe qu'il faut l'effort de l'ensemble de la communauté internationale pour rechercher une solution de paix, d'où l'importance à la fois de l'intervention de l'Union européenne et de celle de la Russie. Nous partageons le même sentiment, la Russie et la France, sur la nécessité d'abord de confirmer la cessation des hostilités, des actes de guerre ou de terrorisme, de rétablir un minimum de sécurité, autant que faire se peut et, à partir de là, de revenir à la table des discussions sur la base du rapport MITCHELL qui permettrait de reprendre une discussion entre Israël et les Palestiniens, et peut-être de retrouver la chance de la paix, dont nous étions si près il y a seulement six mois.

QUESTION - Une question liée à un thème qui empoisonnait également les relations franco-russes, y compris les vôtres avec Boris ELTSINE : l'état du cimetière de Sainte Geneviève des Bois. Chaque fois que je vais à Paris, je m'y rends. Je comprends bien que c'est un cimetière municipal, mais là-bas sont détruites - volontairement ou non, nous n'en savons rien - les tombes de gens chers et connus en Russie. Et l'idée a été évoquée de faire de ce cimetière, ou d'une partie de ce dernier, un mémorial sous le patronage des présidents russe et français. Est-il possible de faire quelque chose à ce sujet ?

LE PRESIDENT - Est-ce que vous y êtes allé récemment. La situation s'est beaucoup améliorée. Il est très difficile pour nous d'enlever à la commune la propriété de ce cimetière prestigieux. Mais l'Etat a pris des dispositions pour que son entretien soit dorénavant exemplaire.

Je vais souvent à Sainte-Geneviève des Bois. Vous dites qu'il y a des personnages qui sont enterrés et qui sont très proches du cœur des Russes, ce qui est suffisant pour justifier mon intérêt pour ce cimetière. Mais j'y ai également des amis. Le russe qui m'a appris le russe quand j'étais jeune, et à qui je dois beaucoup, qui m'a ouvert le champ de la littérature russe, qui m'a fait connaître et aimer les auteurs russes et notamment POUCHKINE, qui était un homme d'une

très grande qualité, est enterré là. C'est moi qui l'ai fait enterrer là lorsqu'il est mort. Et je vais de temps en temps sur sa tombe.

J'étais malheureux quand ces tombes étaient mal entretenues. Je n'ai pas eu de conflit avec Boris NICOLAÏEVITCH et j'ai compris parfaitement sa demande. Et je crois que, quand vous y retournerez la prochaine fois, vous serez agréablement surpris.

QUESTION - Je vérifierai sur place ... Vous rencontrez aujourd'hui Boris NIKOLAÏEVITCH.

Qu'allez-vous lui dire et qu'attendez-vous de sa part ?

LE PRESIDENT - C'est une visite amicale. J'ai beaucoup travaillé avec Boris NICOLAÏEVITCH et je considère qu'il laissera un nom dans l'histoire de la Russie. Celui de l'homme qui aura engagé votre pays sur la voie de la démocratie, ce qui n'était pas facile, et c'est une grande responsabilité. Et donc, nous allons, j'imagine, évoquer quelques souvenirs.

QUESTION - Dans une semaine, à Moscou, le Comité international olympique décidera quelle ville accueillera les olympiades de 2008 : Pékin, Paris, Toronto. Avez-vous parlé avec le président POUTINE de la possibilité d'un soutien russe à la candidature de Paris ? Et, d'ailleurs, il y a eu une question de nos jeunes auditeurs : vous continuez à faire du sport ?

LE PRESIDENT - Je ne fais plus beaucoup de sport. Mais je suis très passionné par le sport et je suis ces choses avec beaucoup d'intérêt, naturellement. Je soutiens très activement la candidature de Paris pour les Jeux de 2008. C'est une belle candidature. Et je crois que nous pourrions réaliser des Jeux d'une très grande qualité. Je ne sous-estime pas les droits légitimes de Pékin ou de Toronto ou d'ailleurs des deux autres villes candidates. Mais pour vous dire le fond de mon coeur, je souhaite ardemment que Paris soit désigné. Je ne me serais tout de même pas permis de demander au Président POUTINE de faire une ingérence dans les affaires du CIO.

QUESTION - Quelle équipe de football soutenez-vous dans le championnat de France ?

LE PRESIDENT - J'ai été très longtemps Maire de Paris. Alors, l'équipe de Paris, Paris-Saint-Germain, a toujours une place, un peu, dans mon coeur. Mais la vérité, c'est que je suis d'abord et avant tout un militant de l'équipe de France, qui a gagné la coupe du Monde la dernière fois, qui, je l'espère, la gagnera la prochaine fois et qui nous a donné en France tellement de joie, qui a donné une si belle image de la jeunesse française, du sport français, d'une France qui gagne. Donc, tout mon coeur est à l'équipe de France, vous le comprendrez.

QUESTION - Question traditionnelle : comment avez-vous gagné et dépensé votre premier argent ?

LE PRESIDENT - Je ne me souviens plus très bien comment je l'ai dépensé. Cela n'a pas dû être quelque chose d'extraordinaire parce que c'était des sommes extrêmement modestes. Mais je me souviens comment j'ai gagné mon premier argent. Il y avait à Paris une famille russe, qu'on appelait à l'époque des Russes blancs. Cette famille avait un petit garçon de trois ans. Pour gagner un peu d'argent, je faisais du baby-sitting, comme on dit en français.

QUESTION - Quel âge aviez-vous à l'époque ?

LE PRESIDENT - J'avais seize ans, quinze ou seize ans. Alors, j'allais passer la soirée pour garder ce petit garçon quand ses parents sortaient. C'est comme cela que j'ai gagné mes premiers francs. Vous le voyez, je les ai gagnés en russe.

QUESTION - Vous pouvez, pendant une minute, vous adresser à nos auditeurs, aux habitants de Russie.

LE PRESIDENT - Je voudrais simplement dire aux Moscovites et aux Russes, d'abord, mon estime et mon admiration pour le grand peuple russe, pour son histoire, pour sa culture, pour sa sensibilité. Je souhaite que ce grand peuple retrouve toute la place qui est normalement la sienne sur l'arène internationale. Je souhaite que cette place, il la retrouve en relation intime avec l'Union européenne et qu'ensemble, nous assurions l'enracinement de la démocratie, le progrès social et surtout, surtout, la paix. Que plus jamais des initiatives politiques, des divergences de vues de cette nature ne conduisent nos peuples à s'affronter, sauf sur le plan des idées, fiers de nos identités nationales. Mais avec des mots, pas avec des armes.

Je salue de tout coeur le peuple russe et la jeunesse russe, à qui je fais confiance.

QUESTION - Merci beaucoup.

LE PRESIDENT - Spassiba bolchoï.